

Concours : CONCOURS COMPLEMENTAIRE 2ND GRADE

Epreuve : Droit Pénal

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



"Qui fait et n'empêche pas". Ainsi selon Loyseau tout complètement est susceptible de porter préjudice. En conséquence à cet adage, le droit pénal, qui doit être l'ethos necius, sanctionne intentionnellement des comportements intentionnels qui ont causé préjudice à autrui.

La notion de faute élémentaire est corrélatrice au droit pénal. L'élément légal, l'élément matériel et l'élément moral. Le dernier élément qui constitue l'intention, suppose un dol général, l'intention de violer la loi pénale, et un dol spécial, l'intention de parvenir au résultat prohibé. A contrario, pour qu'une infraction non-intentionnelle soit constituée, il faut démontrer un comportement fautif de l'auteur, qui peut être caractérisé par une abstention, une imprudence ou une négligence. Longtemps ignorés par le législateur, les comportements non-intentionnels ont été sanctionnés en 1965, à l'instar de la non-assistance de la personne en danger. D'autres comportements ont par la suite été sanctionnés et de nouveaux délits ont vu le jour comme le délit de risque causé à autrui.

Le législateur est venu préciser, d'abord le 13 mai 1936 puis par la loi du 10 juillet 2000 les fautes pénales susceptibles d'engager la responsabilité de leurs auteurs en cas de comportements non-intentionnels. Il a alors distingué les fautes des personnes physiques de celles imputables aux personnes morales.

Cette répression peut également aller à l'encontre des principes directeurs du droit pénal.

Aussi, comment le droit pénal parvient-il à concilier la nécessité prise en compte de ces comportements nuisibles à l'ordre public et le respect de principe de personnalité, et principe de nécessité et de proportionnalité par l'article 3 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen ?

Avec les fautes pénales, élément moral des infractions non-intentionnelles sont-elles parfois source d'atténuation marquée de la répression lors de la caractérisation de l'infraction (I) tandis qu'elles sont parfois vecteur d'aggravation marquée de la répression (II)

(I) Les fautes pénales, facteur d'atténuation marquée de la répression lors de la caractérisation de l'infraction

Le législateur a opéré une nette distinction entre les personnes physiques (A) et les personnes morales (B) s'agissant des infractions non-intentionnelles et de la caractérisation de l'élément moral de l'infraction.

A) La causalité, élément déterminant des fautes pénales concernant les personnes physiques

Le législateur a opéré une distinction concernant les personnes physiques en cas de fautes pénales concernant les délits non-intentionnels. Ainsi, si une faute simple suffit à engager la responsabilité de l'auteur direct, en application de l'article 121-1 du code pénal, ce même article expose par les personnes physiques auteurs indirects du dommage une faute caractérisée ou délictueuse. Il existe une gradation dans les fautes en fonction de la causalité avec le dommage. Plus le lien de causalité s'en distend, plus la faute exposée devra être une faute intentionnelle, qualifiée

dénommée faute caractérisée ou faute délictuelle.
En fait, le législateur a opéré une distinction entre la faute civile et la faute pénale. Cette dualité de faute permettra aussi au juge civil de prononcer même en présence d'une relation prouvée par le juge pénal.

La faute délictuelle et la faute caractérisée sont définies par le législateur à l'article 121-3 alinéa 3 du code pénal. La faute délictuelle peut se définir comme la violation manifestement délictuelle d'une obligation particulière de prudence ou de sécurité prévue par la loi ou le règlement. Elle se distingue de la faute caractérisée en ce que cette dernière n'exige pas que l'obligation particulière de prudence ou de sécurité résulte d'un loi ou d'un règlement. Les nouvelles fautes pénales érigées par le législateur sont fautes d'atténuation de la responsabilité en ce que la preuve de ces fautes apparaîtra plus complexe à rapporter. Cette exigence étant cependant conforme aux exigences du principe de nécessité et de proportionnalité puisque l'auteur du dommage d'avoir été un auteur indirect. A ainsi pu être caractérisée de faute caractérisée un manquement caractérisé à des obligations professionnelles précises.

En revanche, la faute délictuelle est plus complexe à démontrer puisque la violation particulière doit être issue de la loi ou d'un règlement.

Ainsi, la responsabilité d'un directeur d'établissement a-t-elle pu être retenue suite à la violation d'obligations particulières de sécurité prévues par le code du travail.

TS) La responsabilité pénale des personnes morales déterminée par la commission d'une faute simple.

La responsabilité pénale des personnes morales peut être engagée au fondement de l'article 121-2 du code pénal. Ainsi, à l'occasion de

P'état, toutes les personnes morales peuvent voir leur responsabilité pénale engagée, en cas d'infractions commises pour leur compte par leurs organes ou un représentant. Les personnes morales de droit public ne peuvent toutefois voir leur responsabilité engagée que suite à des infractions commises dans l'exercice d'activités susceptibles de faire l'objet de conventions de délégation de service public, le *Nepotum*.

Si une faute simple suffit à engager la responsabilité pénale des personnes morales, en application de l'article 121-3 du code pénal, la prudence de la cour de cassation a évolué dans un sens plus favorable à la personne morale puisqu'elle exige désormais une identification expresse de l'organe ou du représentant qui a agi pour le compte de la personne morale. Ainsi, si pendant un temps la cour de cassation n'est contrainte de présomption et a pu condamner des personnes morales sans identifier l'auteur des manquements, à l'issue d'une décision de la chambre criminelle du 20 juin 2006, elle exige désormais une caractérisation des manquements et une identification de l'auteur de l'infraction.

Cette interprétation paraît plus conforme aux principes de responsabilité et de personnalité.

En outre, en cas de fusion-absorption d'une entreprise, et en vertu du principe de personnalité pénale, la cour de cassation a rappelé, dans un arrêt du 20 juin 2000 que l'absorption faisant perdre son existence à la société absorbée, la société absorbante ne peut se voir imputer la condamnation de la société absorbée. Une fois de plus, cette marche est en conformité avec le principe de personnalité, bien que cette position ne soit pas en conformité avec la position de la Cour Européenne des Droits de l'Homme.

Enfin, une faute simple suffit à engager la responsabilité pénale des personnes morales, il existe une unité de fautes entre le pénal et le civil. L'appréciation de la faute doit se faire

Concours : Concours Complémentaire 2nd GradeEpreuve : Droit Pénal

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



En concours, c'est à dire en tenant compte des fonctions ^{de représentant} compétences ainsi que du pouvoir et des moyens dont disposant. En revanche, une délégation de pouvoirs n'aura aucun effet sur la responsabilité pénale de la personne morale. Ainsi, une personne physique peut s'exonérer de sa responsabilité en rapportant la preuve qu'il a délégué ses pouvoirs à un préposé investi par lui et pour la compétence, d'autorité et de moyens nécessaires pour accomplir sa mission. Ainsi un salarié qui agit au nom et pour le compte de la personne morale par voie de délégation engagera la responsabilité de cette dernière. Comme il a rappelé la chambre criminelle dans un arrêt du 30 mai 2000.

II) Les fautes pénales non-intentionnelles facteur d'appréciation menée de la répression prises en compte par le législateur

Le législateur a sanctionné des comportements non-intentionnels en les élevant en infractions intentionnelles (A).

La faute pénale délictuelle a donc à elle une place particulière en droit pénal. (B).

A) Breches d'infractions non-intentionnelles

Depuis la loi du 10 juillet 2000, de multiples infractions non-intentionnelles ont été

prévisions attentes involontaire de la vie prévues à l'article 221-6 du code pénal et attentes involontaire de l'intégrité de la personne, prévues aux articles 222-13 et suivants du code pénal en tenant compte de la définition de la loi du 10 juillet 2000 et de la distinction entre auteurs directs et auteurs indirects.

Ainsi, le ministère public devra rapporter la preuve d'une faute simple s'il s'agit de l'auteur direct ou d'une faute caractérisée ou délictueuse en cas d'auteur indirect.

C'est ainsi que la responsabilité d'un médecin a pu être retenue suite à un accouchement difficile en raison de fautes commises.

En outre, ces infractions non-intentionnelles ont été vues par plusieurs personnes comme des crimes. Tel est le cas de l'infraction de destruction, dégradation ou détournement involontaire d'un bien par l'effet d'un incendie prévu à l'article 322-5 du code pénal.

Le juge devra alors opérer un contrôle de la faute commise par la personne et de l'obligation de punir et de réparer imposée par la loi ou le règlement.

Ainsi, la nature et la source des obligations devant être prévues comme l'a rappelé la Cour de cassation dans un arrêt du 12 janvier 2010.

Cette exigence est une fois de plus en adéquation avec le principe de réparer et de proportionner

et le recours au droit pénal comme ultime sanction. En effet, s'il est complètement grave et justifié par le législateur ou un règlement pourrait donner lieu à des poursuites.

Les impératifs tenant même la répression de ces infractions non-intentionnelles qui ont été énoncés en détail.

B). La faute intentionnelle de la
faute délictuelle en droit pénal
délictuelle

La faute pénale^v, en ce qu'elle constitue la
faute la plus grave a des conséquences
importantes en droit pénal.

Ainsi, le législateur a utilisé la faute délictuelle
comme élément constitutif d'une infraction, le
délit de rumeur causant à autrui peur à l'article
223-1 du code pénal. Cette infraction qui
constitue une infraction stricte, voit sa répression
apparaître en cas de rumeur de rumeur.

L'incrimination pénale ainsi la violation d'une obligation
juridique de prudence a de révéler l'infraction par la
loi a le réprimand. La preuve devra donc être
rapportée d'un comportement intentionnel.

Or ainsi que la Cour de Cassation est venue
préciser que le fait de circuler à une vitesse
excessive ne suffit pas à caractériser l'infraction
de mise en danger d'autrui, il convient par ailleurs
en condamnation de ce chef de démontrer un
comportement intentionnel. Elle a ainsi rappelé ce principe
dans un arrêt du 16 décembre 2015. Cette interprétation
ne limite pas la caractérisation de cette infraction, qui
ne nécessite pas la démonstration d'une recherche
délibérée de résultat dommageable mais la mise de
manière de façon délibérée. Cette interprétation apparaît
aussi conforme au principe de réciprocité et de proportionnalité.
Enfin, la faute délictuelle peut être source d'aggravation
de la répression dans la mesure où elle constitue
des circonstances aggravantes des délits intentionnels.
Tel est le cas de l'atteinte intentionnelle à la vie qui
en cas de faute délictuelle voit les peines portées à
un an d'emprisonnement et 75 000 € d'amende
au lieu de trois ans d'emprisonnement et 150 000 €
d'amende comme le prévoit l'article 221-6 du
code pénal. La faute pénale délictuelle peut
ainsi être un facteur d'aggravation de la répression

penale.

Le législateur a opéré un équilibre entre la
repréhension de comportements non-intentionnels et
la gradation des peines pécuniaires, ce qui paraît
conforme au principe de réciprocité et de proportionnalité.
Le principe de proportionnalité, prévalant en droit pénal
a été une fois de plus ^{appelé} avec la loi imposant une
obligation de motivation des décisions pénales.